Des pages « éco » aux pages « société »

La médiatisation de la confédération paysanne dans la presse nationale

*From the “Business” Section to the “Society” Pages. Media Coverage of the
Confédération Paysanne in the National Press*

Aïcha Bourad

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11312>

DOI : 10.4000/etudesrurales.11312

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 133-154

ISBN : 9782713225208

Référence électronique

Aïcha Bourad, « Des pages « éco » aux pages « société » », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11312> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.11312

DES PAGES « ÉCO » AUX PAGES « SOCIÉTÉ »

Aïcha Bourad

LA MÉDIATISATION DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DANS LA PRESSE NATIONALE

EN 1995, la consultation électorale pour le renouvellement des chambres d'agriculture accorde 56,7 % à la FNSEA, 20,6 % à la Confédération paysanne (CP), 12 % à la Coordination rurale et 5 % au Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modéf). Près de 40 % des électeurs ont ainsi choisi d'autres représentants que ceux proposés par l'alliance de la FNSEA et de la Coordination nationale des jeunes agriculteurs. Cette pluralité met cependant du temps à trouver sa transcription dans l'espace politique comme médiatique. Le monopole de la représentation par la FNSEA perdure. Pour la plupart des commentateurs, la CP, deuxième syndicat agricole de l'époque¹ n'existe médiatiquement, et donc pour le plus grand nombre, qu'à partir d'août 1999 avec le « démontage du McDonald's » de Millau [Martin 2000]. Lors des élections camérales suivantes en 2001, la FNSEA obtient 52,8 %, la CP 26,8 %, la Coordination rurale 12,2 % et le Modéf 2,9 %. La progression de la CP entre ces deux scrutins est notable et trouverait son explication dans l'augmentation de sa couverture médiatique. Or s'il est incontestable que cette visibilité nouvelle a pu

contribuer à ce résultat [Purseigle 2004], cet article entend réévaluer et relativiser ladite percée médiatique et son efficacité à travers une analyse détaillée sur une période plus longue. En effet, faire de cette réussite électorale le résultat de la forte médiatisation permise par le « démontage du McDonald's » apparaît fragile car cette percée est plus notable dans la presse nationale que régionale. Or, parmi les 50 % des agriculteurs qui déclarent lire quotidiennement la presse en 2008, seuls 5 % se penchent sur les quotidiens nationaux [Donnat 2009].

Le graphique 1 montre nettement que le « pic » de présence médiatique de la Confédération paysanne dans la presse quotidienne régionale (PQR) diffère de celui de la presse quotidienne nationale (PQN). La couverture médiatique maximale dans la PQR se situe entre les années 2004 et 2007 alors que cette période représente une nette décrue dans la couverture par la PQN. Il n'y a donc pas de liens entre ce pic médiatique dans la presse régionale et les résultats du syndicat lors des élections de 2007, bien au contraire. Cet article entend ainsi démontrer que le discours d'efficacité de cette visibilité médiatique de 1999 dans la presse nationale résulte d'une perception de journalistes et d'une part importante des analystes du monde social, liée à une position sociale cultivée et urbaine avec laquelle les syndicalistes de la CP entretiennent une proximité importante.

1. La Confédération paysanne sera devancée en 2013 par la Coordination rurale avec 20,49 % des votes, contre 18,54 %.

Graph. 1. La Confédération paysanne dans la presse quotidienne nationale et régionale (sup. à 100 000 exemplaires diffusés) entre 1995 et 2014
(source Europresse)

Il s'agit dans un premier temps d'interroger cette nouvelle présence médiatique en relativisant tout d'abord la vision d'une apparition spontanée, puis les conditions de production de l'évènement médiatique que constitue le démontage du McDonald's, avant de revenir enfin sur l'état du champ journalistique propice à cette irruption. Dans un deuxième temps, nous verrons que le traitement journalistique de la Confédération paysanne est réalisé au niveau national sous l'angle des questions de sociétés – redéfinies comme environnementales ou altermondialistes – et de la personnalité de son leader, José Bové : deux dimensions qui ne remettent pas en cause la hiérarchie des visibilité médiatiques et des expressions syndicales majoritaires sur les questions spécifiquement agricoles. Cette médiatisation ne transforme donc pas radicalement la représentation médiatique de l'ordre syndical d'autant plus que cette percée s'avère de courte durée au niveau national. Les résultats, exposés ici, reposent sur une analyse quantitative de la presse quotidienne régionale² entre 1995 et 2014, le dépouillement systématique des articles de la presse nationale disponibles sur la base de données Europresse (de 1998 à 2000) et une analyse quantitative des articles de la presse nationale (de 2001 à 2014³).

Actions locales et médiatisation nationale

Minoritaire dans le champ syndical, la Confédération paysanne essaie « d'élargir la cause » en attirant des soutiens extérieurs au monde agricole. Elle mise sur le registre de la « scandalisation » [Offerlé 1998] faute de pouvoir recourir aux classiques démonstrations de force

en organisant, comme la FNSEA, de grandes manifestations. Cette démarche inscrit la CP dans la tendance qui se généralise dans les années 1990 au sein des mouvements sociaux [Champagne 1990] qui prennent en compte les contraintes et les attentes des journalistes, notamment leur intérêt pour des actions qui sortent de l'ordinaire journalistique et des répertoires de contestation traditionnels [Marchetti 1997]. Une telle stratégie médiatique du syndicat paysan minoritaire relève de la « loi du jdanovisme », « selon laquelle les plus démunis de capital spécifique, c'est-à-dire les moins éminents selon les critères proprement [spécifiques], ont tendance à en appeler aux pouvoirs externes pour se renforcer, et éventuellement triompher, dans leurs luttes [spécifiques] » [Bourdieu 2001 : 116]. Pour autant,

2. Ne sont pris en compte dans cette recherche que les quotidiens dont la diffusion payée est supérieure à 100 000 exemplaires par jour selon l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (<www.acpm.fr>).

3. Ce corpus important, quelque 5 900 documents, présente pourtant des lacunes. En effet, ces archives de presse sont très inégalement disponibles : celles d'*Aujourd'hui en France* le sont à partir du 4 octobre 2005, de *L'humanité* à partir du 16 novembre 1999, du *Figaro* à partir du 31 octobre 1996, de *La Croix* à partir du 1^{er} septembre 1995, de *La Tribune* à partir du 5 janvier 1995, des *Échos* à partir du 2 janvier 1991 quand celles du *Monde* commencent au 19 décembre 1944. Les données produites sur la médiatisation avant 1995, assez peu représentatives de la présence médiatique de la Confédération paysanne, sont donc exclues du corpus. Les données produites sur la base des archives à partir des années 1999 et 2000 sont au contraire plus représentatives puisqu'elles reposent sur les archives du *Monde*, du *Figaro*, de *Libération*, des *Échos*, de *La Tribune*, de *La Croix* et de *L'Humanité* à partir de la fin d'année 1999.

il ne suffit pas de produire un acte militant en direction des médias pour bénéficier d'une couverture importante [Sobieraj 2011]. Des essais précédents et peu fructueux de la Confédération paysanne suffisent à le rappeler. La destruction de plants de riz OGM au Cirad (Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement) de Montpellier en juin 1999, par exemple, n'a que très peu été traitée par la presse quand le « démontage du McDonald's », quelques semaines plus tard, a été très largement relayé.

Il convient donc de revenir sur la visibilité médiatique de ce syndicat avant « l'affaire du McDonald's », puis pendant l'événement à proprement parler et enfin d'analyser l'état du champ journalistique qui l'a rendue possible.

LES PRÉMICES POLITIQUES DE LA NAISSANCE MÉDIATIQUE

L'étude de la présence dans les médias de ce syndicat minoritaire montre une augmentation de sa fréquence, dès 1998, dans la presse nationale. Pour comprendre ce phénomène, il apparaît essentiel de resituer le contexte politique. La reconnaissance du pluralisme syndical accordée avec l'avènement de la gauche au pouvoir en 1981 a peiné à se formaliser. Il faut attendre l'arrivée de la gauche plurielle avec Louis Le Penec (juin 1997-octobre 1998), suivi de Jean Glavany à la tête du ministère de l'Agriculture (octobre 1998-février 2002), pour que celle-ci soit admise définitivement notamment par la loi d'orientation agricole entrée en vigueur en juillet 1999. Cette évolution législative remet en cause le système de cogestion qui s'était maintenu depuis 1966 [Coulomb *et al.* 1990] entre la FNSEA et

l'État, en instituant la présence de l'ensemble des organisations syndicales considérées comme représentatives par le décret 90-187 du 28 février 1990⁴ au sein des commissions, des comités professionnels ou des organismes investis d'une mission de service public. Or les résultats de la CP aux élections camérales de 1995 lui permettent de prétendre à cette représentativité syndicale. Probables prémices de cette réforme, elle est d'ailleurs de plus en plus souvent reçue et consultée par le ministère. L'amorce médiatique fait donc suite à une amorce politique qui, là encore, précède et s'impose au champ journalistique [Darras 1995].

Cependant cette première médiatisation des actions de la Confédération paysanne ne modifie pas fondamentalement la place accordée aux questions d'agriculture dans la presse généraliste nationale. La plupart du temps abordées dans la rubrique « économie », elles se résument bien souvent à la couverture des « crises » successives, du lait, du porc ou des légumes. La CP bénéficie d'un espace médiatique au titre de syndicat minoritaire, à l'image de ce que les journalistes généralistes perçoivent de sa place dans l'univers syndical.

4. Ce décret fixe les organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles habilitées à siéger au sein de certains organismes ou commissions. Elles doivent pouvoir justifier d'un fonctionnement indépendant, régulier et effectif depuis cinq ans au moins, avoir obtenu dans le département plus de 10 % des suffrages exprimés lors des élections à la chambre d'agriculture (collège des chefs d'exploitation et assimilés). Lorsque deux organisations syndicales ont constitué une liste d'union ayant obtenu plus de 20 % des suffrages, elles sont réputées satisfaire l'une et l'autre à cette condition.

Il lui est accordé un petit paragraphe de « contrepoin » dans des articles qui traitent d'une situation de crise et privilégient les réactions de la FNSEA. La Confédération paysanne est alors présentée comme étant en accord sur les constats de « crise » mais en désaccord avec les solutions avancées par la FNSEA. Cependant les propositions alternatives de la CP sont plus suggérées qu'évoquées. Ce rôle du nouvel entrant minoritaire est particulièrement notable durant l'année 1998 où les journaux du corpus accolent quasiment systématiquement à « Confédération paysanne » les termes « syndicat minoritaire », « de gauche » ou « de défense des petits producteurs ».

Outre les diverses crises qui secouent le monde agricole en 1998 et 1999, cette première médiatisation de la CP tient aussi à la couverture accordée à plusieurs de ses actions d'opposition à l'importation de semences transgéniques. Si ces événements méritent d'être signalés – ils représentent un tiers des articles sur la CP pendant cette période⁵ – ils ont profité d'une couverture médiatique relativement faible au regard de celle qui va suivre.

Cette première présence médiatique peut ainsi se résumer à l'image d'un syndicat agricole minoritaire, proposant des solutions alternatives à celles de la FNSEA, défendant les petits producteurs et leur indépendance, remettant en cause la production agricole intensive, plaidant pour la sauvegarde de l'environnement et le principe de précaution notamment pour les semences transgéniques [Martin 2011]. La CP dispose ainsi d'une première médiatisation faible mais relativement ajustée à sa place dans l'espace syndical agricole.

Si l'on se penche, au contraire, sur les années qui suivent, un recensement des articles comportant les termes « Confédération paysanne » et « FNSEA » ou « FDSEA⁶ » permet de constater non seulement que la présence de la CP dans la presse nationale généraliste progresse mais aussi qu'elle dépasse celle du syndicat majoritaire.

Le graphique 2 met ainsi en lumière une croissance exponentielle de la médiatisation de la Confédération paysanne en 1999 et 2000 et un pic de 2000 à 2003, où elle est plus souvent citée dans la presse nationale généraliste que la FNSEA et la FDSEA. Cette indication étaye la perception d'une percée réussie et d'une transformation de l'image du syndicalisme agricole proposée dans ces médias. Or il importe d'entrer dans l'analyse pour préciser le type de réussite médiatique dont bénéficie la CP et interroger la prétendue causalité entre la médiatisation importante de la CP et la transformation de la représentation du syndicalisme agricole dans les médias.

LE « DÉMONTAGE » DU McDONALD'S DE MILLAU

Lorsque le groupe de militants « démonte » le McDonald's de Millau, le 12 août 1999, il agit, selon ses déclarations, en réaction aux sanctions internationales infligées à la France par les États-Unis sous la forme d'une surtaxe d'une série de produits, dont le roquefort. Le groupe assez disparate rassemble des militants

5. Quelque 58 articles traitent ou abordent la question transgénique parmi les 196 qui paraissent entre le 1^{er} janvier 1998 et le 10 août 1999.

6. Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

**Graph. 2. La Confédération paysanne et la FNSEA/FDSEA
dans la presse nationale 1995/2014 (source Europresse)**

Graphique réalisé en procédant à une recherche par mots clés :
Confédération paysanne d'une part et d'autre part FNSEA ou Fédération nationale des syndicats agricoles
ou FDSEA.

dont beaucoup sont membres à la fois de la CP et du Syndicat des producteurs de lait de brebis (SPLB). Ce dernier est issu des Comités roquefort créés lors de l'attribution de quotas laitiers à la fin des années 1980. Il a obtenu de façon contractuelle⁷ que deux administrateurs issus de ses rangs, José Bové et un autre producteur, siègent à l'Interprofession de roquefort réunissant les industriels et les producteurs jusque-là uniquement représentés par le Syndicat des éleveurs de brebis (SEB, rattaché à la FNSEA par le biais des associations spécialisées). Ces deux sièges temporaires doivent être renégociés cette année-là. Premier recours envisagé par l'Interprofession, le ministre s'est déclaré impuissant face au problème de surtaxe. Il n'a proposé qu'un soutien par le financement de campagnes publicitaires. Il se dégage alors un espace pour le duo du SPLB, dont le maintien à la table des négociations de l'Interprofession est loin d'être assuré. Ce contexte localisé compose ainsi un premier élément essentiel de compréhension de cette action.

D'un autre côté, la CP est engagée dans une lutte de longue haleine contre la PAC (politique agricole commune). L'adoption de sa réforme à Berlin en mars 1999 doit déboucher sur un nouveau cycle de négociations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle en novembre. Au comité national de la CP, il est décidé de profiter du festival du film américain de Deauville en septembre pour intervenir en sensibilisant les milieux culturels. François Dufour, alors porte-parole national de la CP déclare : « J'ai été chargé de préparer cette action, qui, dans notre stratégie, devait revêtir une importance nationale. Dans

la foulée, le représentant de l'Aveyron a proposé : "le roquefort est surtaxé et on a un McDo en construction chez nous..." » [Bové, Dufour et Luneau 2000 : 33]. Or la hiérarchisation de ces actions s'inverse. La section Sud-Aveyron, coutumière d'actions « coups de poing », vole la vedette au mouvement de résistance aux sanctions et de propositions de la CP pour la conférence de Seattle.

La médiatisation de l'action du McDonald's de Millau débute avec un léger retard par rapport à la mobilisation (*voir graph. 3*). Ce « démontage » se présente au départ comme une opération locale pour laquelle seule une couverture médiatique régionale semble de mise. Ce jour-là, peu de journalistes sont présents. Le soir même France 3 national diffuse un court sujet sur l'événement. La dépêche AFP est reprise et développée le lendemain par Catherine Coroller⁸ dans *Libération* et par Jean-Paul Besset, correspondant régional du *Monde*⁹. Le phénomène connaît un retentissement hexagonal après la décision judiciaire le 17 août d'enfermer préventivement cinq des syndicalistes participants à cette action. Ce jour-là quatre sont incarcérés et les réseaux militants mobilisés à Millau.

7. Ivan Bruneau indique dans sa thèse [2006 : 73] que José Bové et d'autres militants auraient obtenu des informations sur une « caisse noire » mise en place au niveau de l'interprofession. Ils entament alors une action judiciaire en 1988 à laquelle ils renoncent en 1994 en échange notamment de ces deux sièges.

8. Voir l'article de *Libération*, « Les fabricants de roquefort se paient un McDo », daté du 13 août 1999.

9. Voir l'article du *Monde*, « Mac Do defora, gardarem roquefort », daté du 14 août 1999.

Graph. 3. La Confédération paysanne dans la presse nationale 1999/2000

(source Europresse)

Le cinquième, José Bové, encore peu connu, n'est pas à son domicile au moment de l'interpellation. Il est parti, comme chaque année à la fin du mois d'août, pour quelques jours de vacances sur son bateau de plaisance accosté à Port Leucate. La juge d'instruction en charge de l'affaire lance un mandat d'arrêt contre lui. Or si son absence paraît fortuite son retour pour se livrer à la justice est, en revanche, savamment orchestré auprès des médias par les militants syndicaux. Les journaux s'emparent de cette actualité avec d'autant plus de zèle que le mois d'août est habituellement une période creuse en termes d'actualités.

Rapidement le traitement s'avère différencié. Le terme de « saccage » utilisé par la justice et dans la plainte du gérant du restaurant est, au départ, repris par les journalistes. Mais très vite les propos sont nuancés en particulier dans *Libération*. Dès le 21 août, lors de l'annonce de la libération, moyennant une lourde caution de 420 000 F, des quatre premiers inculpés et du maintien en détention de José Bové au moins jusqu'au 31 août, ce journal reprend dans ses colonnes le terme « démontage ». Cette hésitation sur la dénomination de l'acte reflète les tâtonnements tant journalistiques que syndicaux pour qualifier cette action. En effet, il y a eu quelques flottements au sein de la CP dans l'immédiat après « démontage » lorsque les médias reprennent les termes de la plainte du gérant du McDonald's : « saccage pour un million de francs de dégâts ». Compte tenu de la réputation de la section aveyronnaise F. Dufour s'interroge : « J'ai une grande confiance en José et dans les militants de l'Aveyron, mais je ne peux pas m'empêcher de penser :

nous auraient-ils piégés ? » [Bové, Dufour et Luneau 2000 : 34]. Passé ce trouble, il rassure les militants de la CP en adressant un courrier à toutes les sections, dans lequel il donne les éléments de langage et la ligne de défense à suivre :

J'ai écrit noir sur blanc, clairement, que la prétendue « casse » n'était pas un saccage mais se résumait à un démontage, que nous avions suffisamment d'assurances pour le dire et arrêter de tergiverser. Qu'il fallait, aujourd'hui, prendre en compte l'acharnement de la juge, que nous devons considérer la répression syndicale plutôt que de s'arrêter sur un chiffre [Bové, Dufour et Luneau 2000 : 34].

Cette lettre est une mise en ordre de marche des militants de la Confédération paysanne et de son appareil syndical. Il s'agit, pour les responsables, de prescrire une mise en récit de l'évènement afin qu'elle se diffuse parmi les militants, les mouvements sociaux, les syndicats et les partis politiques « amis » et si possible qu'elle atteigne les journalistes.

Ainsi, si l'usage du terme « démontage » n'est pas systématique, *Libération* est le premier à l'utiliser régulièrement. Ce journal est aussi celui qui inscrit le plus grand nombre d'articles dans ses rubriques politiques, contribuant à politiser ce débat en rapportant les propos de personnalités politiques sur cette action et son traitement judiciaire. L'ouverture de ses colonnes en particulier au discours de représentants des Verts participe ainsi à formaliser l'usage du terme « démontage » que ce groupe endosse dès le départ et défend activement dans les médias. Dans les colonnes du *Monde*, l'usage est plus précautionneux et

celui de « saccage » le devance d'un petit tiers durant toute l'année 1999. En revanche, cela s'inverse très nettement l'année suivante où le terme « démontage » s'impose sans conteste chez les journalistes. Du côté du *Figaro*, enfin, le positionnement est bien différent. Non seulement il consacre beaucoup moins d'articles à la couverture de ces événements et à la CP en général mais il n'utilise quasiment jamais le terme démontage en 1999. En 2000 il le fait assez peu et recourt à l'exakte équivalence au terme de saccage. Se dessine ainsi entre ces trois journaux un *continuum* de positionnements politiques et de traitements de cette actualité. *Libération* propose une couverture de moyenne densité mais nettement positive relayant le cadrage¹⁰ en termes de « démontage ». *Le Monde* aborde plus abondamment cette action et le syndicat mais de façon plus tempérée voire distante. Enfin, *Le Figaro* évoque *a minima* cette actualité et de manière plutôt critique, en privilégiant une mise en récit autour de l'« unité paysanne », favorisant des interventions de paysans en colère soutenus par tous les syndicats, CP mais aussi FNSEA et Coordination rurale :

Les agriculteurs ont manifesté, hier un peu partout en France, leur soutien au leader agricole incarcéré José Bové, en s'attaquant, notamment, aux restaurants McDonald's. [...] Luc Guyau, président de la FNSEA, et la Confédération paysanne ont réclamé à nouveau la libération de José Bové. [...] En soutien au leader agricole José Bové, incarcéré pour le saccage d'un fast-food. Le monde paysan envahit les McDo.¹¹

Dès l'annonce de la libération prochaine de José Bové, le 7 septembre, la presse salue

son succès médiatique et syndical et celui de la CP, même Claude Belmont du *Figaro* titre : « José Bové : coup médiatique réussi » (édition du samedi 4 septembre 1999). Les syndicats agricoles sont alors mis en concurrence. La Confédération paysanne acquiert une nouvelle légitimité, comme dans l'article de Didier Hassoux de *La Croix* (édition du 6 septembre 1999) :

La « Conf » grignote la FNSEA. Agriculture. José Bové devrait sortir demain de prison. Cette affaire a permis au troisième syndicat agricole, la Confédération paysanne, de faire entendre une logique et un discours différents.

Dans cet affrontement, les journalistes comptent les points et commentent « le match ». Gilbert Laval et Muriel Gremillet annoncent dans les colonnes de *Libération* le dépassement de la FNSEA par la CP en titrant sur « Le nouveau chant des paysans. Comment, en cinq semaines, la Confédération paysanne a supplanté la FNSEA dans les médias »¹². De son côté, le *Figaro* clame le

10. Voir notamment Gamson et Modigliani [1989] et Neveu [2015] parmi les très nombreux travaux qui traitent du concept de cadrage médiatique. Celui-ci met en évidence la façon dont les médias participent à la définition des événements, par la récurrence du recours à certaines mises en récits, angles de vues, appelés aussi cadres interprétatifs.

11. Voir l'article du *Figaro*, « En soutien au leader agricole José Bové, incarcéré pour le saccage d'un fast-food. Le monde paysan envahit les McDo » du 1^{er} septembre 1999 par Claude Belmont.

12. Voir l'article de *Libération*, daté du 13 septembre 1999.

retour en force de la FNSEA, sous la plume de Daniel Tracet qui annonce : « La FNSEA reprend l'offensive »¹³. Néanmoins, l'ensemble des journalistes exprime de fortes inquiétudes quant aux risques de surenchères syndicales que pourrait provoquer... la forte médiatisation de la CP. Luc Bronner et Béatrice Jérôme intitulent ainsi leur article dans le quotidien du soir : « Agriculture : entre la FNSEA et la Confédération paysanne après la libération de son leader syndical Jose Bové incarcéré pour le saccage d'un McDonald's. La guerre des deux syndicalismes »¹⁴. Il reste que cet affrontement contribue à légitimer la CP en en faisant un adversaire reconnu de la FNSEA. Jean-Paul Besset dans *Le Monde* participe à cet affrontement par la description d'une Confédération paysanne engagée dans une lutte « non corporatiste » : « L'animateur de la Confédération paysanne, "en phase avec l'opinion", propose à la FNSEA, organisation professionnelle dominante, et aux pouvoirs publics de faire cause commune pour la défense de la qualité des aliments et du travail de la terre »¹⁵. Cette approche est produite par des journalistes pour la plupart urbains et assez éloignés de la question agricole qui valorisent la position de ce jeune syndicat au centre d'un « mouvement qui le dépasse ». En effet, dès l'année 2000, les enjeux du débat se déplacent. Il s'agit alors de médiatiser l'opposition à l'OMC, à la « McDomination », au productivisme et à la malbouffe.

UN ÉTAT FAVORABLE DU CHAMP JOURNALISTIQUE

Sans pouvoir prétendre fournir une explication exhaustive de ce succès médiatique, nous

pouvons néanmoins rappeler plusieurs éléments qui y contribuent. En effet, le champ journalistique a subi de grandes transformations. Entre 1960 et 2000, la profession a triplé ses effectifs [Neveu 2013] et s'est transformée avec l'arrivée de journalistes plus diplômés, plus jeunes et plus souvent féminins. Le modèle professionnel du « bon journaliste » s'en trouve modifié. La revendication d'autonomie vis-à-vis des responsables politiques s'accompagne d'une plus grande précarité et d'une montée des contraintes économiques. La quête de sujets « prêts à diffuser » ou, pour le dire autrement, d'actions réalisées à destination des médias [Champagne 1984], ouvre un espace de médiatisation plus grand que par le passé pour le type de mise en scène telle que le « démontage » du McDonald's. Cette action, qui met aussi en cause la qualité alimentaire, se déroule dans un contexte favorable, amorcé par la crise de la vache folle qui l'a précédé de peu et qui connaît un rebond à l'automne 2000 [Nollet 2010]. De plus, au début des années 2000, les questions environnementales s'élèvent dans la hiérarchie des préoccupations. Ces enjeux s'institutionnalisent dans les rédactions, permettant ainsi d'augmenter l'espace alloué à l'actualité environnementale grâce à la création progressive de rubriques régulières et de (sous-) services dédiés [Comby 2009, 2015]. Par exemple,

13. Voir l'article du *Figaro*, daté du 11 septembre 1999.

14. Voir l'article du *Monde*, daté du 9 septembre 1999.

15. Voir l'article du *Monde*, « José Bové plaide pour une "alliance" des paysans et des consommateurs », daté du 9 septembre 1999.

Catherine Coroller, à *Libération*, a écrit douze articles sur la question en 1998, treize en 1999 et 34 en 2000. Elle est passée de la rubrique « Société/vous » aux questions environnementales jusqu'en 2002, année où elle devient alors chargée de l'« immigration/banlieues ». Toujours dans le même quotidien, Christian Losson, qui couvrait le sport en 1998, commence à traiter l'environnement et l'OMC en 1999 et écrit huit articles qui évoquent la CP en 2000. Aujourd'hui, il est chef du service EcoTerre à *Libération*. Benoît Hopquin au *Monde* suit sensiblement le même parcours. Il écrit dans les rubriques sportives en 1998 et 1999, fait un premier papier qui évoque la CP en 1999, puis quatorze dès 2000. Comme le montre Jean-Baptiste Comby [2015, *op.cit.*], ces journalistes incarnent ce tournant qu'ont pris les rédactions sur les questions environnementales. Ils se détachent d'une approche de ces sujets jusque-là conçue et perçue comme militante pour en faire une spécialisation comme une autre de leur parcours professionnel. Sandrine Lévêque [2005] explique que le traitement médiatique de « l'altermondialisme » est aussi lié à l'évolution des profils des journalistes, plus jeunes et plus diplômés, qui trouvent dans ces nouvelles causes dont ils se sentent proches des façons de valoriser leur position professionnelle et leurs ressources propres. La Confédération paysanne bénéficie ainsi pleinement des dispositions nouvelles de ces journalistes, qui relaient ses actions notamment contre la culture des OGM à partir des années 2000 mais aussi son investissement dans le mouvement social et altermondialiste. Parallèlement,

le syndicat se transforme et recrute une dizaine de salariés qui s'ajoute à la vingtaine travaillant déjà au siège, entre fin 1999 et 2000. En effet, la place centrale qu'il occupe désormais au sein du mouvement social et altermondialiste appelle de nombreuses sollicitations auxquelles il lui faut répondre. Enfin, les jeunes journalistes en poste dans les services politiques, par leur trajectoire et leur socialisation, ont un rapport toujours moins politique à la politique. Ils tendent à valoriser des formes d'activités émanant de la société civile au détriment du jeu central (et de ses acteurs) jugé anachronique et disqualifié [Kaciak 2013 ; Saïtta 2010]. Le contexte est donc particulièrement favorable pour que la Confédération paysanne jouisse d'une large couverture médiatique. En effet, on sait que « ce qui est dit et vu de l'événement est le produit de la rencontre entre les propriétés du groupe qui se donne à voir et les catégories de perception, sociales et politiques, du groupe social formé par les journalistes » [Champagne 1984 : 20]. Or, la CP n'est pas si éloignée des catégories de perception des journalistes notamment par la présence importante des paysans « néo-ruraux », qui ont inventé ce syndicat au sein de la Fédération aveyronnaise et en particulier la branche Sud-Aveyron. Le correspondant toulousain d'un quotidien national confirme ainsi ces affinités électives alors qu'il est interrogé sur un autre sujet :

De la même façon, quand on avait commencé en 99 à découvrir avec le démontage du McDo de Millau qu'est-ce qu'était la Confédération paysanne et

qui était Bové. Comment dire [...] je ne savais plus à quoi ressemblaient les paysans, les agriculteurs. Où, là, on les redécouvre et puis tous étaient d'un contact mais extraordinairement facile ¹⁶.

Il y a donc une affinité entre ce syndicalisme de la gauche paysanne et les journalistes, qui implique aussi une commune perception distanciée de l'agriculture [Bruneau 2006].

Une médiatisation en dehors des questions agricoles

Dans son contexte et la structure des rapports de force dans lesquels elle s'inscrit, la percée médiatique de la Confédération paysanne n'est donc ni spontanée ni inexplicable. Il s'agit maintenant de s'interroger sur le traitement journalistique qu'elle a reçu en analysant successivement le type de mises en récit des événements privilégiées dans les articles, les rubriques qui les accueillent et le phénomène de personnalisation qui se met alors en marche au travers d'un de ses leaders, José Bové.

UN TRAITEMENT « SOCIÉTAL » PLUS QU'AGRICOLE

Le traitement médiatique de la CP est loin d'être cantonné aux questions agricoles. Par exemple, le nombre d'articles, contenant l'occurrence « Confédération paysanne », traitant d'agriculture dans *Le Monde* est, en 1998, de 29 (sur un total de 49), en 1999 de 60 (sur un total 150) et de 39 pour 169 articles publiés ¹⁷ en 2000. François Grosrichard, spécialiste des questions agricoles dans ce journal, qui écrit une part importante des articles comptabilisés et qui deviendra chargé de

mission « éducation et ruralité » auprès des ministres de l'Agriculture et de l'Éducation nationale en 2005-2006, rédige en 1998, onze articles comportant l'occurrence « Confédération paysanne » sur les 79 qu'il signe. L'année suivante il est l'auteur de 71 articles dont quinze traitant de la CP et en 2000, 91 dont seize abordant la CP. La forte augmentation de la présence de la Confédération paysanne dans les médias n'implique donc pas le renforcement proportionnel de sa place dans le traitement des questions strictement agricoles.

De plus, l'analyse des articles durant les deux premières années de cette percée médiatique montre qu'ils ne sont pas toujours publiés dans les mêmes rubriques. En 1999, la plupart se situe massivement sous l'onglet « économie », qui accueille en général les questions agricoles, et quelques-uns dans les rubriques politiques quand il s'agit de prises de position sur le « démontage » du McDonald's et ses suites judiciaires. En 2000, en revanche, ce traitement se décale, dans les trois journaux, vers d'autres rubriques ; « France », « Monde France », « France société » et « Société » qui accueillent quelque 132 articles couvrant des sujets liés à la Confédération paysanne, quand

16. Merci à Olivier Baisnée pour l'utilisation de cet extrait d'entretien qu'il a réalisé le 11 avril 2013 au domicile du correspondant.

17. Bien sûr cette définition de l'agriculture stricte est discutable. Ne sont recensés, ici, que les articles sur les questions agricoles. Par exemple, les articles sur les OGM ne sont pas comptabilisés lorsque cette question est traitée sous l'angle de la mobilisation sociale mais ils le sont lorsqu'elle est abordée par l'interview croisée de deux agriculteurs, l'un pour et l'un contre.

**Graph. 4. La Confédération paysanne et la FNSEA/JA
dans la presse nationale 1995/2014**
(source Europresse)

Graphique réalisé en procédant à une recherche par mots clés :

Confédération paysanne d'une part et d'autre part FNSEA ou Fédération nationale des syndicats agricoles ou FDSEA ou Jeunes agriculteurs. Il s'agit d'éléments informatifs plus qu'exhaustifs car ne figurent pas ici les articles où interviennent des représentants ou des membres des associations spécialisées qui sont intégrées à la FNSEA, du Conseil de l'agriculture française ou de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture qui incarnent quelques-uns des organismes qui composent l'espace élargi du syndicalisme majoritaire.

elles n'apparaissaient pas en 1999. Cette évolution indique la transformation de l'angle de vue dans le traitement accordé à la Confédération paysanne qui laisse une place croissante aux questions de politique et de société telles que l'altermondialisme, la lutte contre l'OMC, la sécurité alimentaire ou la protection de l'environnement. Cette mise en récit doit aussi beaucoup aux évolutions du champ journalistique sur les questions environnementales et correspond à l'image qu'ont les syndicalistes de la CP, c'est-à-dire « des paysans "ouverts" par opposition à la fermeture "traditionnelle" du "monde paysan" sur lui-même » [Bruneau 2006 : 84].

La Confédération paysanne a ainsi conquis un espace médiatique grâce au « démontage » du McDonald's mais cela n'a pas transformé sa place dans la couverture des questions proprement agricoles. Elle reste minoritaire dans la polyphonie médiatique (c'est-à-dire l'exigence journalistique de reproduire des points de vue divergents et variés) accordée à ces questions [Lemieux 1999]. Sa médiatisation concerne en réalité d'autres enjeux et, en particulier, les questions environnementales et altermondialistes. Elle ne supprime ni ne concurrence réellement l'image du syndicalisme proposée par la FNSEA qui reste largement majoritaire dans les urnes et dans le traitement journalistique des questions spécifiquement agricoles. En effet, lorsque l'on cumule les termes de FNSEA/FDSEA et Jeunes agriculteurs dans une recherche (*voir graph. 4*) on constate que la présence médiatique de la CP, même durant la parenthèse altermondialiste de 2000 à 2007, reste relative

par rapport à la médiatisation cumulée de ces trois groupes très proches.

L'HOMME QUI CACHAIT LE SYNDICAT ?

Autre changement de rubrique apparu en 2000 : des articles sont publiés dans le *Monde*, dans la rubrique « Horizons » qui se décline en « Horizons/portraits ; Horizons/débats ; Horizons/analyses » (onze), dans *Libération* dans les rubriques « Profil et Rebonds » (dix) et dans les pages « Débats et opinions » du *Figaro* (neuf). Ce déplacement met au jour la personnification à l'œuvre autour de José Bové dont le leadership dans les médias s'impose progressivement au syndicat comme au mouvement altermondialiste naissant [Gitlin 1980]. Ce mouvement est flou, peu structuré et la CP y occupe une place centrale [Agrikoliansky, Fillieule et Mayer 2005]. Les journalistes ont besoin de trouver des interlocuteurs identifiés, identifiables et qui s'expriment de façon simple, claire et concise. Sa trajectoire militante comme ses dispositions font de José Bové un interlocuteur privilégié.

Lorsqu'il naît à Bordeaux en 1953, ses parents sont encore étudiants et son père obtient un séjour de fin d'étude à Berkeley aux États-Unis où la famille réside de 1956 à 1959. De retour en France, José Bové fait ses études primaires dans un établissement bilingue. Son père devient un phytopathologiste mondialement connu, qui termine sa carrière à la tête du centre régional de l'Institut national de la recherche agronomique de Bordeaux, tandis que sa mère est professeur de sciences naturelles. Après l'obtention du

Graphique réalisé en procédant à une recherche par mots clés.

baccalauréat en 1972, José Bové s'inscrit en hypokhâgne et en philosophie. Il suit peu les cours et s'investit dans les mouvements pacifistes et antimilitaristes des objecteurs de conscience. C'est ainsi qu'il s'engage, dès 1973, dans le soutien aux paysans du Larzac qui refusent l'extension du camp militaire sur leurs terres. Il décide donc de devenir paysan afin de continuer la lutte par d'autres moyens. Contrairement à Bernard Lambert, une autre grande figure de la gauche paysanne, José Bové est un militant devenu paysan et non un paysan qui se politise. Il bénéficie d'une socialisation familiale cosmopolite qui lui permet à la fois d'accumuler un capital culturel et social et de concevoir un rapport à l'étranger, traditionnellement associés aux milieux privilégiés [Dezalay 2004]. Cette socialisation à l'international est rare dans le milieu paysan dans lequel José Bové évolue ensuite et il trouve dans ses engagements de syndicaliste agricole une façon inattendue d'entretenir et de fructifier ces dispositions [Wagner 2010] ainsi que son capital culturel [Bourdieu 1979]. Cela lui permet non seulement de s'exprimer en anglais, mais aussi de s'appropriier les enjeux internationaux comme ceux en passe d'être discutés à Seattle en 1999 et, plus largement, ceux au cœur des engagements altermondialistes. Il maîtrise ces questions qui sont aussi au centre des préoccupations de son syndicat. Il en parle simplement et d'autant plus clairement qu'elles ont un impact concret sur son quotidien et qu'il bénéficie d'une expertise syndicale. Il incarne, au sens fort du terme, ce combat qui lie le local et le global.

Ces ressources inhabituelles dans ce milieu lui permettent à la fois de se distinguer de ses homologues paysans et de se rapprocher des journalistes [Bourad à paraître].

Le champ journalistique produit alors toujours plus de mises en récit construites autour de José Bové, au point que s'écrit régulièrement la synecdoque « le syndicat de José Bové » pour décrire la CP. Cette personnification profite de l'inclinaison journalistique à l'explication du politique par des facteurs individuels et psycho-biographiques, valorisant les individus par rapport aux appareils, les trajectoires (censément exemplaires) par rapport aux idéologies. Au mois d'avril 2000 la CP tente de contenir ce leadership médiatique en l'avalisant par une innovation statutaire. Elle crée un porte-parolat à trois têtes dont José Bové compose l'autorité internationale. Mais ce *triumvirat* ne suffit cependant pas à éviter la fixation des médias sur José Bové.

Le graphique 5 montre le « décrochage » progressif entre la médiatisation de José Bové et celle de la Confédération paysanne qui suivent cependant des tracés relativement parallèles entre 1999 et 2004. Le leader syndical voit alors sa présence médiatique diminuer considérablement avec la fin de son mandat de porte-parole. La médiatisation de José Bové doit indubitablement beaucoup à l'effet de ces dispositions rares dans son milieu qui lui permettent l'appropriation individuelle des ressources collectives disponibles au sein du syndicat. Il incarne ainsi – comme Christian

Roqueirol¹⁸ ou René Riesel¹⁹ mais mieux qu'eux – ce groupe de paysans « médiatisables » car socialement moins étrangers aux journalistes des médias généralistes notamment parce que ces agriculteurs ne se perçoivent pas uniquement comme tels. Pour autant, la politisation croissante de l'engagement de José Bové va outrepasser cette perception large du syndicalisme agricole et provoquer au sein de la CP des débats et des tensions jusqu'à son départ vers des engagements plus nettement partisans [Bourad 2014].

Le « démontage » du McDonald's, action symbolique et spectaculaire, a permis au syndicat de se faire connaître et reconnaître par les journalistes parisiens, généralistes et responsables des pages politiques, économie ou société. La couverture médiatique qui lui est alors consacrée se détache rapidement des questions d'agriculture qui non seulement intéressent assez peu ce type de presse mais restent aussi largement dominées par l'approche majoritaire des spécialistes des rubriques agricoles, c'est-à-dire proches des lectures des événements proposées par la FNSEA et les Jeunes agriculteurs. Ainsi conclure à une causalité entre le score atteint par le syndicat aux élections agricoles de 2001 (26,80 %) et sa percée dans la presse nationale demeure pour le moins discutable. En effet, les votants que sont les agriculteurs lisent essentiellement la PQR. Or cette dernière diffère de la presse nationale car elle accorde une place de plus en plus importante à la CP tout au long des années 2000 avec un pic entre 2004 et 2007. Pourtant les résultats de la CP n'ont cessé de régresser depuis 2001. Force est donc de constater que, là encore, la présence dans les médias ne suffit pas à comprendre un résultat

électoral [Schwartz 2008]. Il n'existe pas de corrélation mécanique entre couverture médiatique et victoire dans les urnes.

L'image produite par la relation entre la Confédération paysanne et les médias nationaux représente un moment de transformations des champs journalistique et politique et la normalisation d'un sous-champ de l'environnement [Comby 2015]. De plus, l'arrivée sur le devant de la scène de ce syndicat – avec sa conception élargie du paysan qui s'occupe aussi du territoire et de l'environnement – correspond à un attendu politique et médiatique à distance du monde agricole [Bruneau

18. Christian Roqueirol, installé depuis 1975 au Larzac, est un éleveur ovin et militant à la CP. Il achève son mandat de secrétaire national en mai 2013 et fait partie des quatre militants qui sont arrêtés et emprisonnés pour le « démontage » du McDonald's de Millau en 1999. Issu d'un milieu populaire, il n'a pas la même aisance orale ni la même assurance face aux médias que José Bové.

19. Exclu à l'automne 1971 de l'Internationale situationniste, René Riesel part vivre à la campagne et s'installe comme éleveur de moutons à partir de 1982, d'abord dans les Pyrénées-Orientales puis sur le Causse Méjean en Lozère. Il adhère à la Confédération paysanne en 1991 et entre au comité national en 1993. Il est élu au secrétariat national de 1995 à 1999. Dès 1995, il s'engage dans la lutte contre les OGM et fait partie des initiateurs des toutes premières actions avec José Bové notamment de destruction de semences transgéniques en janvier 1998, à Nérac, dans le Lot. Il est incarcéré pour ces faits au mois de décembre de cette même année et purge six mois de peine dans leur intégralité. Il refuse le soutien de ses anciens camarades de la CP et toute demande de grâce présidentielle. René Riesel se montre particulièrement critique vis-à-vis de la médiatisation de cette lutte et de José Bové, en particulier, et revendique une posture très radicale.

2006]. En effet, la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 reconnaît la multifonctionnalité de l'agriculture et met notamment en place les contrats territoriaux d'exploitation qui valorisent le développement de productions de qualités respectueuses de l'environnement. Cette « multifonctionnalité » entre en

résonnance avec la perception que les syndicalistes de la CP ont d'eux-mêmes et de leur identité de paysans comme étant une parmi d'autres. Cela permet ainsi de faire émerger un profil de paysan « compréhensible » pour les journalistes nationaux car plus proche d'eux.

151

Bibliographie

Agrikoliansky, Éric, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.) — 2005, *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion.

Bourad, Aïcha — 2014, *Le charisme prophétique en politique. Entre enchantement stratégique et stratégie de l'enchantement. Le cas de la candidature de José Bové à l'élection présidentielle de 2007*. Thèse de doctorat en science politique. Toulouse, Université Toulouse1-Capitole. — (à paraître), « Le phénomène José Bové ou la fabrique sociale d'un "miracle politique" », *Sociétés contemporaines*.

Bourdieu, Pierre — 1979, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales* 30 (1) : 3-6. — 2001, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France (2000-2001)*. Paris, Raisons d'agir.

Bové, José, François Dufour et Gilles Luneau — 2000, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*. Paris, La Découverte.

Bruneau, Ivan — 2006, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste distance »*. Thèse de doctorat en science politique. Nanterre, Université de Paris X-Nanterre.

Champagne, Patrick — 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 52 (1) : 19-41. — 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris, Minuit (« Le sens commun »).

Comby, Jean-Baptiste — 2009, « Quand l'environnement devient "médiatique". Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux* 157-158 (5) : 157-190. — 2015, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris, Raisons d'agir.

Coulomb, Pierre, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet et Philippe Lacombe (dir.) — 1990, *Les Agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Darras, Éric — 1995, « Le pouvoir "médiacratique" ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix* 8 (30) : 183-198.

Dezalay, Yves — 2004, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales* 151-152 (1) : 4-35.

Donnat, Olivier — 2009, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique : enquête 2008*. Paris, La Découverte / ministère de la Culture et de la Communication.

Gamson, William A. et André Modigliani — 1989, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology* 95 (1) : 1-37.

Gitlin, Todd — 1980, *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*. Berkeley, University of California Press.

- Kaciaf, Nicolas** — 2013, *Les pages « Politique »*. *Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Lemieux, Cyril** — 1999, *Mauvaise presse : une sociologie de la faute journalistique dans la France des années 1980-1990*. Lille, Atelier national de reproduction des thèses.
- Lévêque, Sandrine** — 2005, « Usages croisés d'un événement médiatique » in É. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement alter-mondialiste*. Paris, La Dispute : 75-102.
- Marchetti, Dominique** — 1997. *Contribution à une sociologie des transformations du champ journalistique dans les années 80 et 90. À propos « d'événements sida » et du « scandale du sang contaminé »*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS.
- Martin, Jean-Philippe** — 2000, « La Confédération paysanne et José Bové, des actions médiatiques au service d'un projet ? », *Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains*, 6 (<<https://ruralia.revues.org/142>>). — 2011, *La Confédération paysanne aujourd'hui. Un syndicat face aux défis du XXI^e siècle*. Paris, L'Harmattan.
- Neveu, Érik** — 2013 [2004], *Sociologie du journalisme*. Paris, La Découverte. — 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*. Paris, Armand Colin.
- Nollet, Jérémie** — 2010, *Des décisions publiques « médiatiques » ? Sociologie de l'emprise du journalisme sur les politiques de sécurité sanitaire des aliments*. Thèse de doctorat en science politique. Lille, Université-Lille 2.
- Offerlé, Michel** — 1998 [1994], *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris, Éditions Montchrestien.
- Purseigle, François** — 2004, *Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*. Paris, L'Harmattan.
- Saïtta, Eugénie** — 2010, « Questionner la dépolitisation du journalisme politique. Une comparaison France/Italie » in S. Lévêque et D. Ruellan (dir.), *Journalistes engagés*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 31-53.
- Schwartz, Antoine** — 2008, « Bonne Europe et mauvaise France. Les éditorialistes français interprètent la victoire du "non" au traité constitutionnel européen », *Politique et Sociétés* 27 (2) : 137-159.
- Sobieraj, Sarah** — 2011, *Soundbitten : the Perils of Media-Centered Political Activism*. New York, New York University Press.
- Wagner, Anne-Catherine** — 2010, « Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures », *Regards sociologiques* 40 : 89-98.

Résumé

Aïcha Bourad, *Des pages « éco » aux pages « société »*. *La médiatisation de la Confédération paysanne dans la presse nationale*

Cet article revient sur l'impact de la percée médiatique de la Confédération paysanne à la suite de l'affaire du « démontage du McDonald's » à l'été 1999. L'analyse repose sur le dépouillement systématique des articles de la presse régionale entre 1995 et 2014 et de la presse nationale généraliste, entre 1998 et 2000 ainsi que le décompte des articles de la presse nationale, entre 2001 et 2014, disponibles sur Europresse. Il s'agit d'interroger tout d'abord cette présence dans ces médias et ses

Abstract

Aïcha Bourad, *From the "Business" section to the "Society" pages. Media coverage of the Confédération paysanne in the national press*

This article examines the impact of media coverage of the *Confédération paysanne* following the "McDonald's destruction" affair in the summer of 1999. The findings are based on a thorough review of articles in the regional press between 1995 and 2014 and in the general-interest national press between 1998 and 2000, as well as an overview of articles in the national press between 2001 and 2014 available via Europresse. This article first examines the *Confédération's* media presence and its

conditions de possibilités puis de démontrer qu'elle se manifeste principalement sous l'angle des questions de société progressivement redéfinies comme environnementales ou altermondialistes sans pour autant remettre en cause l'ordre des visibilité et des expressions syndicales majoritaires sur les sujets spécifiquement agricoles. Cette médiatisation ne transforme donc pas radicalement la représentation de l'ordre syndical dans les médias d'autant que cette percée s'avère relativement ponctuelle.

Mots clés

José Bové, Confédération paysanne, démontage du McDonald's, médiatisation, presse nationale française généraliste

conditions and possibilities; then it shows how it has been portrayed mainly through the lens of societal questions gradually reshaped as environmental issues or tied to the alter-globalization movement, without challenging the visibility or expression of the larger unions on specifically agricultural topics. Such media coverage has therefore not radically transformed the representation of agricultural labour unions in the media, particularly since coverage has been relatively irregular.

Keywords

José Bové, Confédération paysanne, destruction of McDonald's, media coverage, general-interest French national press